

Marietta KARAMANLI

*Sarthe (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Représentante suppléante des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 12 octobre 2007]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les comptes rendus des missions des missi dominici sur le suivi de la Conférence intergouvernementale [3 octobre 2007] (n° 248)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 21 juillet au 19 septembre 2007 (n°s E 3592, E 3598, E 3599, E 3601, E 3608, E 3609, E 3612, E 3615, E 3616, E 3618 et E 3619) et sur les textes n°s E 3259, E 3264, E 3285, E 3377, E 3378, E 3389 annexe 6, E 3440, E 3447, E 3480, E 3548, E 3566, E 3578, E 3583, E 3585, E 3634 à E 3639 et E 3641 [9 octobre 2007] (n° 271)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 5 février 2008 au 24 avril 2008 (n°s E 3770 annexe 2, E 3775, E 3778, E 3784, E 3785, E 3789 à E 3792, E 3796, E 3797, E 3799, E 3803, E 3805, E 3808 à E 3811, E 3813, E 3814, E 3818, E 3820, E 3822, E 3824 à E 3835, E 3840 à E 3842 et E 3845) et sur les textes n°s E 3541 à E 3543, E 3551, E 3557,

E 3581, E 3591, E 3640, E 3660, E 3662, E 3670, E 3696, E 3699, E 3729, E 3735, E 3736, E 3744, E 3748, E 3750, E 3754, E 3759, E 3766 et E 3768 [29 avril 2008] (n° 844)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les perspectives de règlement de la question chypriote [9 juillet 2008] (n° 1048)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Politique économique. Pouvoir d'achat. [18 décembre 2007] (p. 5375)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 19, posée le 2 octobre 2007. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 5862). Appelée le 2 octobre 2007. Fret (p. 2475)

*DÉBATS***Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Article 2 ter (information du condamné sur les conséquences de la récidive)

Son sous-amendement n° 99 à l'adt n° 4 de la commission (p. 2170)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Son intervention (p. 2186)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 octobre 2007] (p. 3031)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3041)

Son intervention (p. 3044)

Thèmes :

Constitution : régime présidentiel (p. 3044)

Etat : valeurs républicaines (p. 3044)

Etrangers : demandeurs d'asile : recours (p. 3044)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 3041, 3044)

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Son intervention (p. 2342)

Thèmes :

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : moyens (p. 2343)

Etat : Médiateur de la République (p. 2343)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : protocole (p. 2342)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : contrôle (p. 2343)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3530)

Article 48 (création d'un fonds de solidarité en faveur des départements, communes et groupements de communes de métropole touchés par des catastrophes naturelles)

Son intervention (p. 3531)

Projet de loi organique n° 567 modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 avril 2008] (p. 1780)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1786)

Son intervention (p. 1787)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : archives : moyens (p. 1789)

Archives et bibliothèques : archives : sanctions pénales (p. 1789)

Archives et bibliothèques : archives : support électronique (p. 1787)

Archives et bibliothèques : communication des archives : atteintes à la vie privée (p. 1786, 1788)

Archives et bibliothèques : communication des archives : pays étrangers (p. 1788)

Archives et bibliothèques : communication des archives : sécurité nucléaire (p. 1788)

Etat civil : actes : délais (p. 1788)

Santé : données médicales : externalisation (p. 1788)

Projet de loi n° 566 relatif aux archives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 2008] (p. 1799)

Article 3 (collecte, conservation et protection des archives publiques)

Son amendement n° 36 (p. 1800)

Article 11 (délai de communicabilité des archives publiques)

Son intervention (p. 1802)

Ses amendements n°s 37 rectifié, 38 rectifié, 41, 42 et 44 à 47 (p. 1803 et s.)

Avant l'article 18 A

Son amendement n° 51 (saisine de la commission consultative du secret de la défense par les organismes de recherche pour consulter des documents classifiés depuis plus de cinquante ans) : rejeté (p. 1809)

Article 24 (clarification de la notion d'actes des assemblées parlementaires)

Son amendement n° 48 (de suppression) (p. 1811)

Article 25 (harmonisation des régimes de communication des documents administratifs et des archives publiques)

Son amendement n° 49 (de suppression) (p. 1812)

Après l'article 28

Son amendement n° 50 (présentation d'un rapport au Parlement sur la pérennité de l'archivage numérique) : adopté (p. 1814)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juillet 2008] (p. 4067)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4069) : rejetée (p. 4072)

Thèmes :

Archives et bibliothèques : communication des archives : armes nucléaires (p. 4070)

Archives et bibliothèques : communication des archives : atteintes à la vie privée (p. 4069)

Archives et bibliothèques : communication des archives : dérogations (p. 4069)

Archives et bibliothèques : communication des archives : pays étrangers (p. 4070)

Archives et bibliothèques : communication des archives : secret médical (p. 4070)

Défense : secret défense : communication des archives (p. 4069)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté : information (p. 4069)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4070)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 4078)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4078)

Proposition de loi n° 851 relative aux conditions de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2159)

Son intervention (p. 2170)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : collège sénatorial (p. 2171)

Elections et référendums : élections sénatoriales : parité (p. 2171)

Parlement : Sénat : rôle (p. 2170)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2274)

Thèmes :

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2274)

Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 2274)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : réforme (p. 2275)

Ordonnances (p. 2275)

Parlement : rôle (p. 2275)

Politique générale : institutions : équilibre des pouvoirs (p. 2274)